

CH_VB 94.076 vom 13. März 1995

Bundesverwaltung, 1995-03-13, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_94.076

FR: CH_VB 94.076 du 13 mars 1995

IT: CH_VB 94.076 del 13 marzo 1995

Erwägungen

E. 13

Réceptions La présidente de la délégation, en sa qualité de présidente du Conseil national, a été reçue par le Président de la République d'Autriche, M. Thomas Klestil. Lors de la réception au Parlement, MTM Haller a été conviée par le président Fischer à la table d'honneur en compagnie de l'ancien président de la République Rudolf Kirchschläger (1974-1986) et de Mme Süssmuth, présidente du Bundestag allemand. Tous les participants ont été invités par le président du Conseil national, M. Heinz Fischer, à une réception au Parlement et à une excursion au Burgenland. Annexe Exposé de M. Jean-Claude Paye, secrétaire général de l'OCDE (résumé JC de l'exposé prononcé devant la I^e commission)

M. Paye constate que le continent européen connaît une réunification politique et économique. Les changements en cours ont une dimension énorme et une importance historique. Les idées ont un pouvoir d'autant plus grand que l'information circule. L'économie dirigée a connu un échec. Elle était bonne pour gérer la pénurie, mais avait pour effet d'étouffer l'initiative privée sur le plan économique. Le système totalitaire a conduit ces pays à l'échec. Il s'est décomposé très rapidement Les pays de l'Est ont tendance à chercher la liberté dans leurs relations économiques malgré la complémentarité de leurs économies et les inconvénients immédiats. Une révolution sociale est en cours avec des changements de structure, de valeurs et d'habitude. On passe d'une «économie de commande» à une «économie de marché». Le succès économique est vital pour les Peco et vital pour le reste du monde. Il est essentiel qu'aucun retour en arrière ne se produise. Ces pays avancent Les premiers signes positifs commencent à se manifester. Ces pays ont vécu à l'abri de l'équilibre nucléaire. Chaque pays était tranquille dans son camp. On assiste aujourd'hui à la renaissance de tensions et de l'intolérance qui couvaient sous le couvercle pendant la guerre froide. Il faut faire participer les Peco aux grands courants économiques. Même pour les pays les moins avancés, l'aide extérieure ne suffit pas, c'est une leçon de trente ans. Sans l'effort de chaque pays, l'aide est gaspillée. Même si l'Ouest faisait plus, cela ne suffirait pas à assurer la réussite de la transition. Pour ces pays, il y a un triple objectif économique, politique et social. Chacun devra faire un choix de priorités. La liberté des prix a dérivé vers l'hyperinflation entraînant une perte de crédit Il est nécessaire d'élaborer des lois sur la concurrence, sur les privatisations, sur la propriété, le système bancaire et les tribunaux. Faut-il un plan Marshall pour les Peco et l'ex-URSS? M. Paye souscrit à l'analyse de M. Kelly, rapporteur. Il y a des ressemblances avec le plan Marshall puisqu'il faut reconstruire un modèle d'économie de marché et rattraper un retard économique, mais il y a des différences. Dans les pays en transition, on note des tendances centrifuges. Il n'y a pas eu d'économie de marché pendant 50 ans (Peco) ou 80 ans (ex-URSS). Les pays occidentaux connaissent une récession alors que cela n'était pas le cas en 1947. La générosité financière est freinée. Il y a une concurrence entre pays donateurs alors qu'en 1947, seuls les USA aidaient. Aujourd'hui, il n'y a pas de chef d'orchestre.

L'OECE avait été créée à la demande des USA pour distribuer l'aide Marshall, abattre les barrières douanières et assurer la convertibilité des monnaies. Le rôle actuel de l'OCDE: Une fois le plan Marshall réalisé, le rôle de l'OECE (Organisation européenne de coopération économique) s'est achevé. La capacité de concertation, de dialogue et de réflexion entre fonctionnaires sur les plans politiques économique et social a été maintenue avec la création de l'Organisation de coopération et de développement économiques. L'OCDE ne dispose pas de moyens financiers considérables. Elle aide à la définition des politiques et à la mise en place des institutions pour le fonctionnement de l'économie de marché. Les programmes d'aide représentent environ 10 pour cent des dépenses de l'OCDE. La Pologne, la Tchéquie et la Hongrie se préparent à une future adhésion. Les programmes de l'OCDE sont ouverts aux pays en transition, y compris la Mongolie extérieure. Tous les pays n'évoluent pas au même rythme, mais bon nombre des pays ont engagé des réformes et en perçoivent les bénéfices. Ce sont les plus audacieux qui réussissent le mieux. M. Jean-Pierre Berger relève avec inquiétude que seul 1 pour cent des investissements directs mondiaux se sont dirigés vers les pays de l'Est au cours des cinq dernières années (selon M. Béla Kadar, ministre hongrois des relations économiques internationales, «Le Monde» du 21.6.1994, p. 28). M. Paye se dit convaincu que ces flux augmenteront avec des conditions de sécurité accrues pour les investisseurs et une reprise de l'activité économique. Ces pays ont touché le fond et vont maintenant rebondir. Antrag der Kommission Kenntnisnahme vom Bericht Proposition de la commission Prendre acte du rapport Angenommen -Adopté An den Nationalrat-Au Conseil national

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Delegation bei der Parlamentarischen Versammlung der KSZE. Bericht Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de la CSCE. Rapport In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1995 Année Anno Band II Volume Volume Session Frühjahrssession Session Session de printemps Sessione Sessione primaverale Rat Ständerat Conseil Conseil des Etats Consiglio Consiglio degli Stati Sitzung 05 Séance Seduta Geschäftsnummer 94.076 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 13.03.1995 - 17:15 Date Data Seite 274-280 Page Pagina Ref. No 20 025 640 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.